Envoyé en préfecture le 15/09/2026
Reçu en préfecture le 15/09/2026
Publié le
ID : 056-215600347-20260904-DCM_2026_203-DE

Etat-Civil
Référence : AL/DM/AS/ILG/MC/2026

COMMUNE DE CARNAC - MORBIHAN

DECISION DU MAIRE n° 2026-203

Prise en application de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Contrat de services - GESCIME - 1162.88 € TTC
Pour l'année 2027

Le Maire de la Commune de Carnac,

VU l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal N°2026-048 du 30 avril 2026 par laquelle le conseil municipal a donné délégation au Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,

VU le code de la commande publique,

VU le logiciel utilisé par le service Etat-Civil pour l'établissement et la gestion des concessions emplacements des cimetières communaux,

VU le contrat de maintenance arrivant à échéance,

CONSIDERANT la nécessité de maintenir en condition opérationnelle le logiciel de gestion des cimetières par la souscription d'un contrat

VU la proposition commerciale de la société GESCIME, 190 rue Robert Castel à Brest (29200)

DECIDE

Article 1 : D'accepter la proposition de contrat de services à compter du 25 août 2025 pour un montant annuel de 969.07€ HT soit 1162,88 € TTC :

Article 2 : Le contrat est conclu pour une durée initiale d'un an, renouvelable par tacite reconduction chaque année pour une période d'un an, soit jusqu'à sa date de fin au 25/08/2029, sauf dénonciation expresse trois mois avant la date de reconduction annuelle.

Article 3 : Le contrat sera signé par le Maire.

Article 4 : En application de l'article L 2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du Conseil Municipal. Une ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Lorient.

Carnac, le 04 Septembre 2026

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué,



JÉGOUREL Jean-Yves

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, CS 44416, 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Telerecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr